

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Bourges, le 10/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FERVAL NEGOCE

Route de Saint Lactencin
36500 ARGY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2022 dans l'établissement FERVAL NEGOCE implanté Route de Saint Lactencin 36500 ARGY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incendie s'est déclaré le 17 mai 2022 dans le silo de la société FERVAL NEGOCE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERVAL NEGOCE
- Route de Saint Lactencin 36500 ARGY
- Code AIOT dans GUN : 0010004468
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société FERVAL NEGOCE exploite des installations de stockage de céréales sur le territoire de la commune d'ARGY. Le site est notamment soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2002-E-888 du 16 avril 2002 et de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les installations de stockage de céréales.

L'activité classée, au titre de la nomenclature des installations classées, est le stockage de céréales (rubrique n° 2160.2a) sous le régime de l'autorisation, la quantité maximale stockée étant de 29 460 m³.

L'actionnaire majoritaire de la société FERVAL NEGOCE, la société VILLEMONT, exploite une installation de stockage de céréales qui constitue le plus proche riverain.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration d'un accident	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
Travaux susceptibles de créer des points chauds	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.7.G.d	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Compétences du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
Installations de protection contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.3.B.a	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.7.F.r	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Compétences du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée et formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les 2 personnes en charge de la gestion du silo ont suivi la formation « opérateur silo » en 2018 (2 jours), dont le thème « sécurité dans les silos, prévention des risques incendie et explosion » (attestations présentées). L'équipe maintenance n'a pas suivi de formation sur les risques liés au stockage de céréales. L'exploitant est invité à réfléchir à cette possibilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a indiqué que les consignes applicables sur le site sont celles du groupe VILLEMONT. Les consignes suivantes ont été présentées : <ul style="list-style-type: none">• consigne de sécurité incendie ;• instruction générale de conduite des silos : la liste des contrôles à effectuer est détaillée pour le fonctionnement normal (ouverture du silo, réception de céréales, expédition, conservation), l'entretien, la maintenance dont la remise en service en cas d'arrêt imprévu et de panne. Ces documents n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration d'un accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Information de l'Inspection
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de la survenue d'un incendie dans la tour de manutention le 17 mai 2022.
Observations : L'inspection des installations classées (l'Inspection) a appris dans la presse écrite qu'un incendie s'est déclaré le 17 mai 2022 dans le silo de la société FERVER NEGOCÉ. L'exploitant a expliqué avoir été contacté le jour du sinistre par la préfecture de l'Indre et par la sous-préfecture d'Issoudun. L'exploitant s'est engagé à tenir la DREAL informer de tout incident ou événement survenant sur le site. La consigne à tenir en cas d'incendie a été modifiée pour intégrer l'obligation d'informer l'inspection des installations classées et le BARPI en cas d'incident (version transmise à l'inspection). L'exploitant a détaillé le déroulé du sinistre. Un ouvrier de maintenance interne de l'entreprise a réalisé un meulage aux abords de la fosse n° 1 de réception du grain (maintenance par point chaud) jusqu'à 14h30. A 15h30, les premiers dégagements de fumée sont constatés à proximité de la fosse 1 et sortant du système d'aspiration des poussières. L'intervention des pompiers est sollicitée à 15h45. Plus aucun point chaud n'est détecté à 21h. Cet incendie n'a eu aucune conséquence humaine, sociale ou environnementale. Seules les manches de filtre se sont consumées en partie basse et ont dû être remplacées et éliminées en déchet industriel banal. L'exploitant a transmis la fiche de notification d'incident BARPI à l'inspection des installations classées et au BARPI le 30 mai 2022. Les causes de l'accident, identifiées par l'exploitant, sont un défaut de respect du permis de feu notamment sur le délai entre la fin des travaux par point chaud et la remise en service des installations de manutention. Par courriel du 2 juin 2022, l'exploitant a indiqué avoir modifié le circuit de validation du permis de feu : le service maintenance propose un mode d'intervention adapté au travail en accord avec le responsable de site qui signe le permis. La direction valide en dernier le permis de feu si les mesures de prévention proposées sont satisfaisantes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">• le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître, les mesures de protection définies à l'article 10, les moyens de lutte contre l'incendie, les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.• les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;• et le cas échéant :<ul style="list-style-type: none">• la procédure d'inertage ;• la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La vérification des extincteurs a été réalisée par la société EUROFEU le 4/03/2022 (précédent contrôle : 22/02/2021). Le registre de sécurité a été consulté par l'Inspection. Il n'appelle pas de remarque particulière. Les éventuelles mises à niveau nécessaires à la remise en état des équipements de lutte contre l'incendie ont été effectuées au cours des opérations précitées par la société EUROFEU. Les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence, prévues à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, sont incluses dans le plan d'intervention spécifique à ce site. Ce plan, datant du 11 juillet 2003, a été présenté. Ce document comporte : <ul style="list-style-type: none">• plan d'accès et présentation du site,• localisation des risques,• localisations des moyens disponibles sur le site,• stratégie d'intervention selon le type de sinistre,• procédure en cas d'auto-échauffement,• coordonnées des responsables. L'exploitant a indiqué que le SDIS a mis à jour son plan ÉTARÉ en février 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none">• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II [...]• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum [...], et posséder une T°C de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la T°C d'inflammation en nuage, et de la T°C d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.
Observations : L'Inspection a vérifié les 2 derniers rapports de contrôle des installations électriques effectués par un organisme de contrôle, les 26/01/2021 et 9/05/2022. La périodicité annuelle est respectée. En 2022, 9 non-conformités récurrentes ont été relevées. La majorité concerne des câbles détériorés par les rongeurs. L'exploitant a présenté le bon de commande signé le 9 mars 2022 pour résoudre les anomalies détectées. Toute l'installation électrique de la tour de manutention va être refaite d'ici le 1er trimestre 2023. Il est précisé dans le rapport de vérification des installations électriques de l'année 2022 qu'aucun écart relatif à l'électricité statique et aux éventuels courants vagabonds n'a été relevé. L'organisme de contrôle a noté qu'il y avait une bonne résistance pour les prises de terre, une continuité satisfaisante du conducteur de protection des équipements électriques et de bonnes liaisons equipotentielle des éléments métalliques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.3.B.a
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'ensemble des eaux utilisées par les pompiers a été confiné dans le pied d'élévateur puis repompé le lendemain et passé au décanteur débourbeur déshuileur du site. Les eaux d'extinction utilisées ne comportaient pas d'additif, seule de l'eau pure du réseau a été employée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.7.F.r
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Dans ce cadre, l'exploitant doit disposer d'une réserve d'eau de 125 m ³ d'eau, accessible en toute circonstance afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins des sapeurs pompiers et la manipulation du matériel.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La présence d'une réserve d'eau souple, accessible, de 120 m ³ a été constatée. L'exploitant a également précisé qu'une réserve d'eau de 1 200 m ³ est située à 300 mètres du silo FERVAL, à côté des silos plats VILLEMONT et un poteau incendie est également présent à 300 mètres du silo FERVAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Travaux susceptibles de créer des points chauds

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2002, article IV.7.G.d
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Le permis de feu délivré pour les travaux réalisés le 17 mai 2022 n'a pas été totalement respecté. Le contrôle post-travaux n'a pas été effectué.
Observations : L'article IV.7.G.d de l'arrêté préfectoral du 16/04/2002 précise que la délivrance d'un permis de feu doit se faire suivant les règles d'une consigne particulière associée. La consigne particulière définie par l'exploitant est bien associée à chaque permis de feu délivré. Elle prévoit qu'un contrôle post-travaux soit réalisé pendant une durée d'au moins deux heures après la fin des travaux. Le permis de feu relatif aux travaux de remplacement du réducteur moteur de la fosse de réception a été délivré le 16 mai 2022 par le responsable exploitation. Il est mentionné notamment : <ul style="list-style-type: none">• le nom des opérateurs ;• les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu (soudage à l'arc, meulage et oxycoupage) ;• la durée de validité (17 mai de 8h à 16h) ;• les mesures de protection à prendre (nettoyage, balayage, arrosage) ;• les visas. Les heures de début et de fin des travaux, ainsi que l'heure du contrôle post-travaux ne sont pas renseignées. L'exploitant a précisé que le contrôle post-travaux n'a pas été réalisé et que les installations de manutention des céréales ont été remises en service dès la fin des travaux. Les dégagements de fumée ont été constatés environ 1 heure après la fin des travaux (14h30).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet